



NOTA BENE

DE HERITIERS DE LA JUSTICE a.s.b.l.



Se relever, pour un monde plus équitable et durable

*Message de l'asbl Héritiers de la Justice à l'occasion de la
Journée Internationale de la Paix 2021*

Par sa Résolution 55/282 du 07 septembre 2001, l'Assemblée générale des Nations Unies avait décidé que la **Journée Internationale de la Paix (JIP)** soit observée chaque année le **21 septembre**. Pour l'ONU, la date du 21 septembre devrait être une journée mondiale de cessez-le-feu et exempte de toute violence. En cette année 2021 où l'humanité se bat depuis 2019 contre la pandémie de COVID-19 qui frappe le plus durement les couches sociales défavorisées et marginalisées, la JIP est célébrée sous le thème : « **Se relever, pour un monde plus équitable et durable** ».

A cette occasion, l'Assemblée générale des Nations Unies engage les Etats Membres, les organismes internationaux et les particuliers à « *réfléchir de manière créative sur la meilleure façon d'aider tout le monde à mieux se rétablir, à devenir plus résilient et sur comment transformer notre monde en un monde plus égalitaire, plus juste, équitable, inclusif, durable et plus sain* ». Face à cet actuel ennemi commun de l'humanité qu'est la COVID-19 qui attaque tout le monde sans se soucier d'où nous venons ni de ce en quoi nous croyons, l'ONU tire l'attention des hommes et des femmes sur la montée de la stigmatisation, de la discrimination et de la haine à travers le monde. Ainsi, rappelle-telle à tous et à toutes que « *nous ne sommes pas l'ennemi l'un de l'autre et que pour pouvoir nous remettre de la dévastation en cours de cette pandémie, nous devons faire la paix les uns avec les autres, et faire la paix avec la nature en renforçant notre résilience aux impacts des changements climatiques* ».

La commémoration de cette année s'étale sur 12 jours, du 21 septembre au 2 octobre 2021, soit de la **Journée Internationale de la Paix** à la **Journée Internationale de la Non-Violence**.

Dans l'espoir que cet appel à la paix et l'abstinance à la violence lancé par les Nations Unies soit attendu par les Etats et les acteurs non étatiques à travers le monde, prenons un temps pour dresser, à l'intention des Institutions publiques congolaises, de tout citoyen et de la communauté internationale, le tableau toujours préoccupant du pays et qui nécessite un fort engagement politique interne et un vigoureux accompagnement international aux fins de la réalisation de manière durable du « *monde plus égalitaire, plus juste, équitable, inclusif, durable et plus sain* » en République démocratique du Congo en cette journée commémorative du 21 septembre.

« **Se relever, pour un monde plus équitable et durable** » est une interpellation faite à tous les Congolais et à la Communauté internationale de prendre, chacun, conscience de sa part de responsabilité dans le drame qui n'en finit pas depuis que le pays a, de par son hospitalité légendaire, accueilli sur son sol plusieurs centaines des milliers de réfugiés burundais et rwandais au cours des années 90, ainsi que les guerres et l'activisme des groupes armés qui en ont découlé sur fond des défaillances de gouvernance.

A l'instar des années précédentes, la célébration cette année de la Journée Internationale de la Paix intervient au moment où les provinces de l'Est de la RDC continuent à faire face à une situation de non-paix, deux ans et demie après avoir connu la première alternance politique pacifique à la tête de l'Etat, et environ une année après la rupture de la coalition au pouvoir FCC-CACH ainsi que la création d'une nouvelle appelée 'Union Sacrée de la Nation (USN)'. Deux de 26 provinces du pays, le Nord-

Kivu et l'Ituri, sont sous le régime de l'Etat de siège décrété par le Président de la République le 6 mai 2021 pour briser le cycle infernal des tueries, des massacres, des enlèvements des populations civiles par des groupes armés locaux et étrangers à caractère terroriste. Les institutions provinciales élues ont été suspendues, les autorités civiles provinciales, urbaines et municipales remplacées par celles militaires et policières nommées. Malgré le déploiement, dans lesdites provinces, d'importants effectifs militaires congolais et des Casques bleus de la Mission onusienne, MONUSCO présente en RDC depuis plus de 20 ans, la courbe ascendante de l'insécurité ne semble pas fléchir significativement, en particulier dans la ville de Beni et les territoires de Beni, Lubero, Rutshuru, Djugu, etc. Il en est de même dans plusieurs territoires et villes de la province du Sud-Kivu. La situation humanitaire est alarmante et inacceptable dans ces zones où plusieurs centaines de milliers des civils vivent en situation de déplacés internes sans assurance certaine d'une assistance.

Le niveau élevé de pauvreté de la majorité de la population congolaise, le déficit de culture de redevabilité dans le chef des autorités, l'oisiveté et le chômage des jeunes, la destruction disproportionnée de l'environnement et le contexte de la pandémie du COVID-19 prévalant au pays depuis mars 2020 font intimement route ensemble pour rendre encore plus difficile le relèvement des citoyens pour un monde plus équitable, pacifique et durable.

Pour un pays comme la RDC dont les dysfonctionnements de l'appareil judiciaire ne permettent pas de réprimer efficacement et d'enrayer la commission cyclique des crimes odieux sur son sol, la commémoration de la Journée Internationale pour la Paix sous le thème de « *Se relever, pour un monde plus équitable et durable* » devrait sous-tendre un engagement fort des pouvoirs publics et des citoyens d'ouvrir sans relâche pour la refondation de l'Etat sur plusieurs aspects complémentaires, notamment :

- une justice équitable pour tous, à travers la rupture d'avec la culture éhontée de l'impunité ;
- une indemnisation et une réparation en faveur des victimes et survivants des atrocités ;
- une rémunération digne et équitable des enseignants, du personnel de santé et d'autres agents et fonctionnaires de l'Etat ;
- la protection des enfants, des femmes et des jeunes ;
- la prise en charge effective et efficace des militaires, des policiers et des leurs familles ;
- une exploitation rationnelle des ressources naturelles et l'affectation équitable des dividendes en tenant compte des générations futures ;
- la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques,
- une mise en place des institutions fortes et efficaces et non des hommes forts, etc.

Renouvelant son appel de l'année passée, l'**asbl Héritiers de la Justice** souhaite voir le Président et le Gouvernement de la République démocratique du Congo mettre à profit la célébration cette année de la **Journée Internationale de la Paix** pour introduire auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies une requête en vue de la création d'un **Tribunal Pénal International pour la RDC** aux fins de juger les auteurs présumés des crimes documentés dans le **Rapport Mapping** ainsi que de nombreuses autres violations graves des droits humains et du droit international humanitaire qui se poursuivent jusqu'aujourd'hui. C'est à ce prix, et à ce prix seulement que la RDC se relèvera avec d'autres nations pour un monde plus équitable et durable.

« *La paix un jour, la paix chaque jour dans un esprit d'humanité, de solidarité et de justice* » est le vœu ardent de **Héritiers de la Justice** pour tous et pour toutes à l'occasion de l'édition 2021 de la **Journée Internationale de la Paix**.

Bukavu, le 20/09/2021

Héritiers de la Justice

Vous lirez très souvent et à l'improviste dans le NOTA BENE de Héritiers de la Justice :

- des flashes d'information,
- des brèves,
- des informations nécessitant une action urgente,
- des communiqués de presse, ...

Suivez tous les jeudis à partir de 20h15 sur Radio Maendeleo. l'émission TUITETEE HAKI

**Edité par Héritiers de la Justice, a.s.b.l, Service des Eglises Protestantes
pour les droits humains et la paix**